FO FÉDÉRATION DES FINANCES

FLASH INFOS 2025

Fédération des Finances FORCE OUVRIERE - 46, rue des petites écuries - 75010 Paris • www.financesfo.fr

Action Sociale

GT du CNAS du 20 novembre 2025

Le ministère brade notre action sociale !

Les CNAS d'avril et de juin 2025 actaient le principe d'une revue des prestations (restauration, vacances, parentalité, logement) sur plusieurs Groupes de Travail (GT) fin 2025 et début 2026.

Les dispositifs ayant très peu évolué depuis de nombreuses années, cette revue des prestations prenait tout son sens afin de répondre aux attentes des agents.

Le 1er GT s'est tenu le 20 novembre 2025 présidé par Mme GRONNER et M. MAUBOUSSIN, du Service Ressources Humaines du Secrétariat Général (SG).

À l'ordre du jour, des mesures sont proposées :

- Restauration
- Vacances Enfants
- Parentalité

Suppression, Réduction… au choix !

La lecture des documents livre un véritable catalogue de régressions, se résumant en deux mots : suppression et réduction !

En propos liminaires, ***FO Finances*** a rappelé :
- le contexte actuel, d'un futur budget 2026 où la fonction publique reste une variable d'ajustement budgétaire (suppressions d'emplois, gel du point d'indice, GIPA supprimée, journée de carence et perte de salaire en maladie), sans oublier le budget de l'Action Sociale Interministérielle en recul…
- la soi-disant volonté du ministère de promouvoir et développer l'Action Sociale auprès des personnels et d'être un élément d'attractivité par la création d'une Fédération de l'Action Sociale Finances (FASF), la mise en place de Responsables Régionaux et de référents dans le réseau (éloignement des acteurs toujours dénoncé par ***FO Finances***).
- la revendication d'un budget à la hauteur des attentes des personnels, actifs et retraités.

FO Finances claque la porte !

Face aux propositions affligeantes de l'administration, suppressions ou réductions de prestations et baisses de subventions pour les opérateurs (ASF Logement, ASF Vacances, ASF Restauration), **FO Finances a clairement exprimé sa position en propos liminaires, refusant de cautionner un recul de notre Action Sociale, avant de quitter la séance.**

Les propositions

Le ministère a présenté différentes propositions sans décisions définitives à ce stade et pour une grande partie sans chiffrage (extraits ci-dessous).

Restauration
Restauration collective : - modifier les paramètres du plafond de l'harmonisation tarifaire (hausse pour l'agent) - réduction de la subvention du plateau-repas (hausse pour l'agent)
Restaurants : suivant le nombre de repas/jour, possibilité de fermeture
Titre-restaurant : - hausse possible de la valeur faciale au détriment d'autres prestations - conventionnements à développer pour limiter l'éligibilité aux titres-restaurant

Montant de 6 €, inchangé depuis 2015
***FO Finances* revendique**
un Titre-Restaurant à 10 €.

Parentalité
Crèche : réduction du nombre de places
Chèque Famille Finances (CFF) : réduction du montant des tranches ou suppression de certaines tranches
APOM (Outre-Mer) : décision en concordance avec le CFF

Chèque Sport Finances (CSF) : suppression de la tranche à 50 € ou suppression de la prestation

***FO Finances* revendique l'élargissement du CSF dès l'âge de 6 ans, d'une meilleure prise en compte des familles mono-parentales, des difficultés en Outre-Mer.**

Vacances Enfants
Réduction des colonies à 12 jours
Réduction à 2 colonies par an, par enfant
Suppression des colonies de printemps et de Toussaint
Outre-Mer : 1 seul A/R en métropole par an
Fixation des tarifs basée sur un coût réel en lieu et place d'un tarif « moyen »
Révision de la grille de subventionnement (taux et tranches)
Fratrie : révision de la dégressivité par une réduction des taux

***FO Finances* revendique l'accès aux colonies pour tous les enfants sans exception.**

Cette revue des prestations (restauration, logement, vacances et parentalité), initialement prévue pour répondre aux attentes des agents, actifs et retraités, n'est qu'une accumulation de propositions de régression.

Pour *FO Finances*, il est impossible de participer à ce qui s'apparente à une volonté de réduire l'Action Sociale, voire de la liquider !

L'Action Sociale Ministérielle est un bien historique issu du conflit de 1989, élément de justice sociale et qui doit le rester.

***FO Finances* revendique une Action Sociale Ministérielle forte, attractive, au plus près des personnels, au travers d'un budget conséquent à la hauteur de vraies ambitions pour notre ministère.**

chacun pour tous avec

FO
FÉDÉRATION DES FINANCES